

« Toujours plus avec toujours moins » : le nouveau cri de 1 000 hospitaliers dans « Libé »

Anne Bayle-Iniguez | 16.01.2018



Crédit Photo : S. Toubon

[Obligation vaccinale](#), appel à [voter Macron](#) contre le FN à l'élection présidentielle, préservation [de la Sécu](#)... Le Mouvement de défense de l'hôpital public (MDHP) n'en est pas à son coup d'essai en termes de pétition d'envergure. Mais avec 1 000 praticiens et cadres hospitaliers signataires, leur nouveau coup de gueule paru ce lundi dans [« Libération »](#) est spectaculaire.

Hôpitaux condamnés

À l'origine du texte, on retrouve les Prs André Grimaldi et Jean-Paul Vernant, respectivement diabétologue et hématologue à la Pitié-Salpêtrière, ainsi que le Dr Anne Gervais, hépatologue à Bichat (trois hôpitaux de l'AP-HP). Leur inquiétude : l'avenir de l'hôpital public, pris dans un étau budgétaire souvent dénoncé en 2017 [par les ténors du secteur](#).

En 2018, même combat. « Pour maintenir l'équilibre budgétaire, les tarifs de la tarification à l'activité (T2A) vont être une nouvelle fois revus à la baisse, écrivent les hospitaliers. Pour essayer d'assurer l'équilibre de leurs comptes, les hôpitaux sont donc condamnés à augmenter sans cesse leur activité tout en réduisant le nombre de leurs personnels. Ce "toujours plus avec toujours moins" entraîne une dégradation des conditions de travail, provoquant épuisement et démotivation des soignants et, en conséquence, une baisse de la qualité des soins. »

Les médecins le clament haut et fort : « François Hollande avait promis l'abandon du "tout-T2A", Emmanuel Macron a fait la même promesse. Il faut maintenant agir vite avant qu'il ne soit trop tard ! »

Parmi les 1 000 signataires à alerter le président de la République, on retrouve l'immunologue Alain Fischer, l'urgentiste Patrick Pelloux, le président de la commission médicale d'établissement de l'AP-HP Noël Garabédian, le Dr Bernard

Granger et le Pr Philippe Halimi, fondateurs de l'association Mégnien de lutte contre la maltraitance et le harcèlement à l'hôpital. À noter également la participation du Pr Brice Gayet, chirurgien digestif à la Salpêtrière, et de l'obstétricien Israël Nisand (CHU Strasbourg).

Changer de logiciel financier

Ces médecins hospitaliers disent soutenir « au-delà de toute sensibilité syndicale ou politique » la volonté affichée par la ministre de la Santé Agnès Buzyn dans les colonnes de « Libération » et du [« Quotidien »](#) de changer de logiciel financier en diversifiant les modèles de tarification à l'hôpital.

Ils apprécient d'autres pans de son agenda, notamment l'amélioration de la pertinence des soins « en réduisant la disparité injustifiée des pratiques, en supprimant la prescription d'examens inutiles, en améliorant la coordination entre la ville et l'hôpital, en favorisant la prise en charge ambulatoire à chaque fois qu'elle ne compromet pas la qualité des soins, en aidant à la construction d'un véritable service de santé de proximité ».

Les praticiens estiment que cette ambition ne pourra se concrétiser qu'à cinq conditions. Il faut avant tout « limiter la place de la T2A aux soins standardisés et programmés » et « assurer une stabilité des tarifs correspondant aux coûts réels ». Autre point important : la création d'un financement global [à l'épisode de soins](#) (prévu dans le budget de la Sécurité pour 2018) et d'une dotation annuelle modulée en fonction de l'activité. « Cette dotation globale permettrait aux professionnels d'organiser des prises en charge ambulatoires et de développer le suivi par télémédecine. [Elle] redonnerait de la liberté d'action aux équipes médicales et paramédicales en concertation avec les gestionnaires », lit-on dans la pétition.

Une autre des revendications récurrentes du Pr Grimaldi est partagée par les signataires : le maintien d'un nombre de soignants présents suffisant pour garantir la sécurité des patients et la qualité des soins. « À chaque fois que ces conditions ne sont pas remplies, il faut pouvoir réduire l'activité sans que cela n'entraîne de suppression automatique de personnels », grondent les praticiens.

Enfin, les médecins partagent la conviction d'Agnès Buzyn sur l'intérêt de regrouper l'activité médicale sur un même territoire mais uniquement « quand cela est pertinent par rapport aux besoins de santé des territoires concernés, en gardant la cohérence médicale des différents sites hospitaliers ».

Source : Lequotidiendumedecin.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | [Poursuivre](#) - [En savoir plus](#)

- Masquer